Le RN met la pression, et France 3 Grand-Est se couche

Un Dimanche en Politique pour lui tout seul, c'est le privilège réservé à Laurent Jacobelli sur les trois antennes de la région Grand-Est. Le président du groupe Rassemblement National au conseil régional aura droit à une émission spéciale, après avoir refusé de participer, en sa qualité d'opposant, à celle consacrée à Franck Leroy (Centre-droit), président de la région, diffusée le 27 septembre.

Cette formule exceptionnelle de Dimanche en politique, appelée pompeusement « Le grand entretien », a cours dans d'autres régions où un seul invité est en plateau, généralement des présidents de région ou des maires de grande ville. Ce genre d'émission spéciale, sans contradicteurs en plateau, est contestable, mais elle permet d'interroger un chef d'exécutif sur ses réalisations, ses projets et toutes les problématiques inhérentes à sa fonction locale. Dans le cas du Grand-Est, pour « équilibrer » le propos, une prise de parole a été proposée aux groupes d'opposition, sous forme d'inserts d'interviews enregistrés d'une vingtaine de secondes. Les écologistes, les centristes et la gauche ont participé. Mais le RN a refusé et demandé que son président de groupe soit aussi invité pour un Grand Entretien, au prétexte qu'il représente le second groupe de la région.

Une direction qui plie

Que Laurent Jacobelli le demande n'a rien de surprenant, mais que la direction l'accepte est inadmissible. Et choquant. Celui qui est aussi le porte-parole de la campagne présidentielle de Marine Le Pen n'a aucune fonction exécutive. Il n'a que sa propagande à vendre sur les plateaux télé. Impossible de l'interroger sur ses réalisations et sur ses investissements pour la région, puisqu'il n'est pas aux manettes. Offrir une telle tribune dans ces conditions à cet élu d'extrême droite est une faute. Aucune autre région n'a programmé une telle émission avec un tel traitement de faveur à un opposant, de quelque bord que ce soit.

Un élu RN qui aime taper sur France 3

Laurent Jacobelli, par ailleurs député de Moselle, relayait le 13 octobre auprès de ses 55 000 abonnés sur X le tweet assassin d'un média identitaire au sujet d'une vidéo verticale réalisée dans le contexte des manifestations lycéennes par un journaliste de... France 3 Grand-Est où il était question de gaz lacrymogènes, des précautions à prendre et des réflexes à connaître. Laurent Jacobelli y allait même d'un commentaire cinglant à l'égard de l'audiovisuel public : « *France Télévisions transforme le service public en manuel pratique pour faire face aux gaz lacrymogènes pendant que nos policiers subissent la violence du terrain chaque jour. Quelle honte… Vivement la privatisation !* »

À la suite de ces publications auxquelles a participé sciemment Laurent Jacobelli, le journaliste a été victime de menaces de mort. Et en retour, la direction de France 3 Grand-Est lui déroule le tapis rouge.

Les salariés de France 3 Lorraine s'indignent de cet aveuglement de la direction à nourrir la main de celui qui veut l'étrangler. Après cet épisode, serons-nous encore crédibles dans nos missions d'information qui s'annoncent cruciales lors du prochain scrutin ? On en doute : la direction régionale tremble au lieu de résister.

La CGT et le SNJ demandent à la direction du Grand-Est de revenir sur cette décision qui ne sera pas sans conséquences sur l'image de l'entreprise et sur les équipes de reportage sur le terrain.

Nancy, le 12 novembre 2026